

Partager la responsabilité pour plus de croissance et l'emploi en Tunisie

Coopération entre les partenaires sociaux - promouvoir le Dialogue Social

Contexte

Le chômage en Tunisie est resté à un niveau élevé d'environ 15 % pendant des années. Le gouvernement est donc soumis à une pression énorme pour créer des perspectives de travail et d'emploi. Les protestations dues au chômage entraînent à plusieurs reprises des troubles. Une nouvelle détérioration de la situation socio-économique pourrait affecter la stabilité du pays. À ce jour, il n'y a aucun signe de réduction durable du taux de chômage, ce qui laisse penser que la politique de l'État en matière de marché du travail n'est pas suffisamment efficace pour résoudre le problème.

Une structure centrale du dialogue social tunisien, qui a été créé en 2018, et qui comprend toutes les négociations, consultations et échanges d'informations entre le gouvernement, les employeurs et les employés, est le "Conseil national du dialogue social" (CNDS).

L'institutionnalisation du dialogue social tunisien par le biais d'un organe consultatif est un résultat majeur de l'accord social conclu en 2013 entre le gouvernement et les fédérations patronales et syndicales. Le CNDS apporte une contribution importante à la stabilisation socio-économique de la Tunisie et est donc soutenue par des mesures appropriées sur le long terme.

Objectif

Les partenaires sociaux utilisent de mieux en mieux le potentiel du dialogue social pour promouvoir l'emploi. En particulier, la capacité des partenaires chargés de la mise en œuvre à négocier et à concevoir des politiques de l'emploi dans une structure tripartite a été renforcée.

Nom du projet	Alliance pour le développement économique et l'emploi - Dialogue Social
Mis en œuvre par	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Mandataire	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ)
Partenaire	Ministère des Affaires Social
Pays	Tunisie
Durée	2017 - 2021

Approche

Le projet est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat multi-acteurs avec la Friedrich-Ebert-Stiftung, la Konrad-Adenauer-Stiftung et la Chambre allemande de commerce à l'étranger (AHK Tunisie). Le dialogue social tunisien est soutenu dans les domaines de l'employabilité, de la transition de l'informel vers le secteur formel et du fonds perte d'emploi. Les partenaires d'exécution du côté tunisien sont le ministère des affaires sociales (partenaire politique), la fédération syndicale UGTT et l'association patronale UTICA. Des représentants des partenaires sociaux germanophones sont également impliqués dans le cadre du partenariat multi-acteurs. Un comité de pilotage avec une représentation paritaire des partenaires sociaux assure le suivi des mesures.

L'UTICA et l'UGTT sont renforcées pour élaborer ensemble des solutions en matière de politique de l'emploi. Il est conseillé aux représentants du gouvernement d'impliquer les partenaires sociaux dans l'élaboration de solutions en matière de politique de l'emploi. Les partenaires d'exécution sont conjointement



DIALOGUE SOCIAL | Alliance pour la Croissance Economique et pour l'Emploi

Les événements et conférences offrent aux représentants du Dialogue Social la possibilité d'échanger et de développer des projets communs.

responsables de la mise en œuvre des normes internationales du travail en Tunisie. Une coopération avec l'Organisation internationale du travail (OIT) est prévue. Les partenaires sociaux au niveau institutionnel seront également renforcés pour communiquer et faire respecter les accords conclus en interne et en externe.

Le projet encourage également la gestion de la coopération entre les acteurs au niveau national et dans les régions. L'accent est mis sur le transfert de connaissances, la formation de réseaux et l'échange d'expériences. Les expériences allemandes, telles que l'Alliance pour l'emploi, la réforme du marché du travail et de la politique sociale et l'autonomie des négociations collectives, sont discutées dans le cadre d'événements de dialogue conjoints.

Facteurs de succès

- Une valeur ajoutée centrale du projet réside dans sa mise en œuvre par un partenariat multi-acteurs et l'éventuelle participation active de représentants des partenaires socio-démographiques allemands. Cette structure de projet favorise l'échange direct et ciblé entre les partenaires sociaux tunisiens et leurs homologues allemands par le biais de différents formats. L'expérience acquise dans le cadre du Dialogue Social allemand peut ainsi être directement intégrée dans les délibérations des partenaires sociaux tunisiens sur la modernisation de la formation professionnelle et de l'assurance sociale.
- L'intérêt fondamental des partenaires sociaux allemands à transmettre leur expérience aux partenaires sociaux tunisiens ouvre de bonnes possibilités à la coopération allemande pour soutenir à long terme les processus tunisiens.

Résultats

La chaire de Dialogue Social, créée dans le cadre du projet en coopération avec une université partenaire, est également bien accueillie au cours de sa deuxième année. Les événements s'adressent aux étudiants, aux gestionnaires et aux entrepreneurs et sont soutenus par les partenaires sociaux sur une base thématique. Une enquête menée auprès de 477 entreprises a permis d'étudier les déficits et les potentiels du Dialogue Social afin

d'identifier les futures approches de travail pertinentes pour le projet. Dans l'académie syndicale qui a été créée, 400 membres de syndicats ont déjà été formés sur des sujets pertinents du dialogue social au cours d'événements éducatifs. L'académie UTICA a également commencé ses activités et propose des formations complémentaires aux entreprises et aux cadres sur des sujets d'actualité.

Exemples concrets

Développement d'un Fonds Perte d'Emploi

Les partenaires sociaux tunisiens ont décidé de promouvoir conjointement l'introduction de l'assurance chômage en Tunisie, comme prévu dans le contrat social de 2013. Dans le cadre d'un processus d'élaboration de scénarios stratégiques, une variante adaptée à la Tunisie est en cours d'élaboration dans un premier stade. Les aspects essentiels seront développés dans le cadre d'autres ateliers thématiques auxquels participeront des représentants des institutions concernées et les partenaires sociaux allemands. Un projet de loi préparé conjointement par les partenaires sociaux est à soumettre à la commission parlementaire compétente d'ici octobre 2020.

Enquête sur la perception du Dialogue Social

Avec le soutien de la GIZ, les partenaires sociaux tunisiens ont accepté de réaliser pour la première fois une enquête sur la perception du Dialogue Social en Tunisie. Le questionnaire élaboré conjointement est destiné aux différentes structures et acteurs du Dialogue Social dans le pays. La méthode, qui est innovante pour le pays, doit être réalisée chaque année afin de mettre en évidence les changements dans la perception du Dialogue Social par les personnes concernées et de les aider à adapter les mesures prévues à un environnement changeant à un stade précoce.

Publié par:	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH Siège de la société : Bonn et Eschborn	En coopération avec:	Ministère des Affaires Social de la République Tunisienne (MAS)	
Projet:	Alliance pour l'emploi économique - Dialogue Social Bureau de la GIZ Tunis BPO.753 – 1080 Tunis Cedex - Tunisie Phone +216 71 967 220 Fax +216 71 967 227 lukas.bauer@giz.de www.giz.de/tunisie www.facebook.com/GIZTunisie	Mandaté par:	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ)	
Mis à jour	Juin 2020	Division:	Afrique du Nord, Politique en Méditerranée	
Texte:	GIZ, Tunisie	Adresses des Bureaux BMZ	BMZ Bonn Dahlmannstraße 4 53113 Bonn Deutschland T +49 228 99535 - 0 F +49 228 99535 - 3500	BMZ Berlin Stresemannstraße 94 10963 Berlin Deutschland T +49 30 18 535 - 0 F +49 30 18 535 - 2501
Le contenu de la présente publication relève de la responsabilité de la GIZ..		poststelle@bmz.bund.de www.bmz.de		